SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1886-1887.

Projet de Loi allouant des crédits supplémentaires pour régularisation et autorisant des transferts aux budgets des exercices 1886 et 1887.

(Voir les n^{os} 195, 225, 240, 249 et 253, session de 1886-1887, de la Chambre des Représentants.)

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

BUDGET DE L'EXERCICE 1886.

I. — CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

ARTICLE PREMIER.

Il est ouvert, pour être rattachés au Budget de l'exercice 1886, des crédits supplémentaires montant à la somme de cent vingt-neuf mille six cent cinquante-quatre francs vingt-trois centimes, à affecter au paiement de créances se rapportant à des exercices périmés de 1882 et antérieurs et aux exercices clos de 1883, 1884, 1885, ainsi que pour couvrir des dépenses de l'exercice 1886.

Ces crédits sont répartis conformément au tableau annexé à la présente loi, par Ministère et par service, de la manière suivante :

Dette publique	fr.	24,482 33
Ministère de la Justice		21,500 "
Id. de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics		21,162 63
Id. des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.		41,008 78
Id. des Finances.		21,500 49
ENSEMBLE.	fr.	<u>129,654 23</u>

Les crédits supplémentaires ci-dessus seront couverts au moyen des ressources ordinaires du Trésor.

II. — TRANSFERTS.

ART. 2.

Sont autorisés les transferts indiqués ci-après :

1° Au Budget de la Dette publique, de l'article 22 à l'article 23, une somme de seize mille six cent cinquante-cinq francs, 97 centimes (fr. 16,655-97).

2° Au budget du Ministère de la Justice, de l'article 21, respectivement à l'article 3 une somme de deux cents francs (200 fr.), à l'article 8 une somme de mille francs (1,000 fr.), à l'article 10 une somme de six mille cinq cents francs (6,500), à l'article 48 une somme de treize cents francs (1,300 fr.), à l'article 52 une somme de treize cents francs (1,300 fr.), à l'article 55 une somme de mille francs (1,000 fr.), à l'article 58 une somme de dix mille cent francs (10,100 fr.), à l'article 62 une somme de douze cents francs (1,200 fr.).

3° Au Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique, des articles 23, 76 et 82 à l'article 3, respectivement les sommes de trois cents francs (300 fr.), seize cents francs (1,600) et trois mille cinq cents francs (3.500 fr.), soit ensemble cinq mille quatre cents francs (5,400 fr.) ; de l'article 23 à l'article 8, la somme de douze mille cinq cents francs (12,500 francs) ; de l'article 23 à l'article 18, la somme de sept mille six cent trois francs (7,603 fr.) ; des articles 23 et 76 à l'article 19, respectivement les sommes de quatre cents francs (400 fr.) et treize mille quatre cent soixante-quinze francs, 32 centimes (fr. 13,475-32), soit ensemble treize mille huit cent soixante-quinze francs, 32 centimes (fr. 13,875-32) ; de l'article 30 à l'article 21, la somme de seize cents francs (1,600 fr.) ; de l'article 23 à l'article 22, la somme de cinquante francs 35 centimes (fr. 50-35) ; de l'article 32 à l'article 27, la somme de mille francs (1,000 fr.) ; de l'article 32 à l'article 31, la somme de mille francs (1,000 fr.) ; des articles 43, 45, 50, 57 et 62 à l'article 44, respectivement les sommes de soixante mille francs (60 000 fr.), cinq mille francs (5.000 fr.), cinq mille francs (5,000 fr.), cinquante-neuf mille cinq cent quatre-vingt-dix-huit francs, 32 centimes (fr. 59,598-32) et trois mille cinq cents francs (3,500 fr.), soit ensemble cent trente-trois mille quatre-vingt-dix-huit francs, 32 centimes (fr. 133,098-32) ; de l'article 82 à l'article 47, la somme de quatre cent vingt-deux francs, 91 centimes (fr. 422-91) ; de l'article 70 à l'article 71, la somme de quatorze mille francs (14,000 fr.).

4° Au Budget du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics, de l'article 103 à l'article 4, une somme de quatre mille trois cent douze francs (4,312 fr.) ; de l'article 103 à l'article 5, une somme de trois mille cinquante francs (3,050 fr.) ; de l'article 119 à l'article 6, une somme de deux cents francs (200 fr.) ; de l'article 22 à l'article 15, une somme de trois mille francs (3,000 fr.) ; de l'article 37 à l'article 28, une somme de sept cent cinq francs (705 fr.) ; de l'article 103 à l'article 96, une somme de mille sept cent quarante-cinq francs (1,745 fr.) ; de l'article 103 à l'article 118, une somme de mille sept cent trente-trois francs (1,733 fr.).

5° Au Budget du Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes de l'article 34 à l'article 43, une somme de dix mille francs (10.000 fr.) et de l'article 50 à l'article 49, une somme de vingt mille francs (20,000 fr.).

6° Au budget du Ministère des Finances, de l'article 24 à l'article 3, une somme de seize mille francs (16,000 fr.); de l'article 34 à l'article 36, une somme de deux cent cinquante francs (250 fr.).

III. — TRANSFERT.

DU BUDGET DE L'EXERCICE 1886 AU BUDGET DE L'EXERCICE 1887.

ART. 3.

L'article 27 du Budget du Ministère des Affaires Etrangères pour l'exercice 1886 est diminué d'une somme de dix-huit mille francs (18,000 fr.), qui est transférée à l'article 28 du Budget du même Département pour l'exercice 1887, et les deux Budgets sont respectivement fixés à deux millions trois cent cinquante-quatre mille neuf cent quatre-vingt-cinq francs (2,354,985 fr.) et à deux millions trois cent quatre-vingt-quinze mille vingt francs (2,395,020 fr.).

IV. — RÉGULARISATIONS.

ART. 4.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique est autorisé à imputer à charge du Budget de son Département pour l'exercice 1886 :

1° Sur l'article 74, une somme de quatre mille sept cents francs (4,700 fr.) destinée à payer les frais relatifs au placement d'appareils d'éclairage à la section normale de l'État à Couvin, ayant fait l'objet d'un contrat en date du 4 août 1885;

2° Sur l'article 36, une somme de quarante-huit mille francs (48,000 fr.) pour les dépenses incombant à l'État du chef de la confection des tableaux descriptifs des cours d'eau non navigables ni flottables et pour d'autres dépenses restant à solder en ce qui concerne les années 1886 et antérieures, par application de l'article 14 de la loi du 7 mai 1877 sur la police des cours d'eau.

3° Sur l'article 82, une somme de onze cent cinquante francs (1,150 fr.) pour les frais incombant à l'État du chef d'honoraires et débours dans diverses instances en remboursement de bourses d'études accordées à d'anciens élèves normalistes et se rapportant à des exercices antérieurs au 1^{er} janvier 1886.

ART. 5.

Le libellé du premier alinéa de l'article 20 du Budget du Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique, pour l'exercice 1886, est modifié ainsi qu'il suit :

Traitements et émoluments des commissaires d'arrondissement; traitements des employés; traitements de disponibilité.

ART. 6.

Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes est autorisé à régulariser à charge du Budget de son Département pour l'exercice 1886, par voie de